



Contents

Introduction

Articles vedettes

2

- Le WACOMP dans le contexte de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf)
- Rôle des Organisation de Soutien aux Entreprises dans l'intégration des chaînes de valeur régionales
- Pourquoi l'accréditation ?
- Accréditation et croissance des entreprises
- Rôle de l'accréditation dans l'accès aux marchés : Le cas du Ghana

Gestion et coordination du programme

6

Chaînes de valeur et organisations intermédiaires régionales

12

Système régional d'infrastructures de qualité et environnement des entreprises

14

Communication & visibilité

15

Composantes nationales

16

INTRODUCTION

Aperçu du Programme pour la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP)

Le Programme pour la compétitivité d'Afrique de l'Ouest (WACOMP) a été adopté sous le Programme indicatif régional du 11e Fonds européen de développement (FED) pour un montant total de 120 millions d'euros. Le WACOMP vise à appuyer un certain nombre de chaînes de valeur, sélectionnées à la fois aux niveaux national et régional, pour promouvoir la transformation structurelle et faciliter l'accès aux marchés régionaux et internationaux.

L'objectif principal de WACOMP consiste à renforcer la compétitivité commerciale des pays d'Afrique de l'Ouest et faciliter leur intégration dans le système commercial régional et international. A cette fin, le programme visera à :

- améliorer les performances, la croissance et la contribution à l'industrie, au commerce régional et l'exportation des chaînes de valeur sélectionnées, et
- améliorer le climat des affaires aux niveaux national et régional.

Le programme, qui vise à appuyer la mise en œuvre des politiques et programmes d'Afrique de l'Ouest, y compris la Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest (PICAQ), le Programme du Système de Qualité de l'Afrique de l'Ouest (PSQAQ) et la Stratégie pour le Développement du Secteur Privé de la CEDEAO, contribuera à la mise en place des fondations et à la promotion de l'accès des pays ouest-africains au Plan d'Investissement Extérieur de l'Union européenne (PIE).

Le rôle du WACOMP dans le cadre de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf)

La Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf) vise à créer un marché unique - réunissant les 55 économies africaines - ce qui faciliterait la circulation des biens, des services et des personnes sur le continent africain.

Au-delà de la libéralisation des biens et des services ou de la libre circulation des personnes physiques et des capitaux, la ZLECAf jettera les bases d'une union douanière continentale, favorisera le développement industriel et résoudra les questions qui entravent les processus d'intégration régionale et continentale.

Dans le cadre de la création d'un marché libéralisé non discriminatoire (circulation des marchandises en franchise de droits et de contingents), le commerce des biens et des services est pris en compte.

En ce qui concerne le commerce des marchandises, le processus impliquera l'élimination progressive des droits d'importation et d'exportation, des restrictions quantitatives, des barrières non tarifaires (BNT) et des droits de douane. L'approche des règles d'origine spécifiques aux produits sera appliquée sur la base du changement de classement tarifaire (CCT) et de la valeur des matières non originaires ou des règles de transformation spécifiques.

En ce qui concerne le commerce des services, la priorité sera accordée aux cinq secteurs suivants : services aux entreprises et services professionnels, services de communication, services financiers, services touristiques et transports.

La libéralisation des services sera effectuée à travers quatre modes de fourniture, à savoir la fourniture transfrontalière, la consommation à l'étranger, la présence commerciale et le mouvement des personnes physiques.

Comme le prévoit la ZLECAf, la libéralisation du commerce offrira des possibilités de libre circulation des biens et des services à tous les acteurs des chaînes de valeur couvertes par le programme du WACOMP.

Toutes ces transactions et mouvements seront surveillés par le mécanisme de règlement des différends de la ZLECAf, un instrument central pour garantir la sécurité et la prévisibilité du système commercial régional. Le protocole de règlement des différends, qui régit le fonctionnement du mécanisme, s'applique uniquement aux différends entre les États parties à l'accord en ce qui concerne leurs droits et obligations en vertu de l'accord.

Alors que la ZLECAf représente un marché potentiel de 1,2 milliard de personnes, ce vaste marché créera des opportunités pour tous les acteurs à chaque étape des chaînes de valeur sélectionnées dans le cadre du WACOMP, de la sélection des semences à la commercialisation et couvrant tous les services d'appui.

À cet égard, le WACOMP peut jouer un rôle important en soutenant le renforcement des chaînes de valeur régionales et nationales et leur intégration dans le Marché unique africain. En effet, sous l'égide du programme, la Commission de la CEDEAO, avec le soutien des partenaires techniques, prendra les mesures nécessaires pour renforcer les capacités du secteur privé afin de permettre à toutes les parties prenantes d'atteindre leur plein potentiel pour une intégration réussie de la région dans la ZLECAf.



Le rôle des Organisations de Soutien aux Entreprises dans l'intégration des chaînes de valeur régionales

Une partie du mandat du WACOMP consiste à renforcer la contribution des chaînes de valeur régionales à la croissance des économies d'Afrique de l'Ouest et à améliorer ainsi leur accès aux marchés mondiaux. Toutefois, ces ambitions ne peuvent être réalisées sans d'abord renforcer la capacité des entreprises le long des chaînes de valeur, aux niveaux national et régional et faciliter leur accès à de nouvelles opportunités de marché. C'est là qu'intervient le rôle essentiel des organisations de soutien aux entreprises.

En effet, les OSE peuvent aider les Micro, Petites et Moyennes entreprises (MPME) à étendre leur réseau de distribution en les mettant en contact avec des intermédiaires et des acheteurs potentiels aux niveaux national et international. Elles soutiennent ainsi leurs efforts en partageant des informations sur les conditions d'exportation vers les pays de destination et en établissant des liens avec les Organisations de Soutien aux Entreprises OSE des pays partenaires pour créer des marchés.

Dans le cas de la chaîne de valeur "textile et habillement", une étude menée par le WACOMP a révélé que les tissus en coton, teints (bogolan, bazin, pagne teint à l'indigo, etc.) et imprimés (pagne baoulé, Kenté, forêt sacrée, Lepi, Kendeli, Batic, etc.) sont en forte demande dans la région. Ils ont le plus grand impact transformationnel sur la chaîne de valeur. Par conséquent, les OSE peuvent faciliter le lien entre l'offre locale dans les pays producteurs et la demande régionale, comme les détaillants et les consommateurs potentiels dans les pays membres de la CEDEAO, ainsi que la Mauritanie et établir un réseau des OSE, appui aux chaînes de valeur couvertes par le WACOMP et au-delà.

La fourniture d'informations sur le potentiel des marchés de niche existants aidera indéniablement les entreprises locales. Toutefois, les encourager et les aider à être légalement reconnues et à adopter une stratégie adéquate pour faciliter l'accès et le pouvoir de marché garantira la viabilité de leurs investissements supplémentaires. En concevant leurs stratégies, les OSE peuvent inclure l'accès aux ressources financières, ce qui ne peut être réalisé sans une entreprise légalement enregistrée et est crucial en ces temps de crise sanitaire. De cette manière, les OSE peuvent mettre en relation les MPME locales avec des investisseurs ou des institutions financières potentiels.

Les OSE travaillent également au renforcement de la capacité technique des MPME afin d'améliorer la qualité des biens et services qu'ils peuvent fournir. Ce soutien peut couvrir une série d'activités clés - sélection des intrants, production, activités post-récolte, conditions de transport et de stockage, traitement ou marquage pour améliorer les ventes et la fidélité des clients.

La performance d'une entreprise dépend de la qualité de sa gestion. En réalisant un diagnostic, les OSE identifient les faiblesses de l'entreprise et les opportunités possibles et peuvent proposer des solutions appropriées. En général, une mauvaise performance est le résultat de procédures lourdes, d'un manque de procédures de normalisation, d'une mauvaise gestion des intrants et/ou des déchets, d'une mauvaise mesure de la performance et des résultats financiers. Les opportunités peuvent provenir de l'acquisition d'équipements ou d'intrants de meilleure qualité/moins chers, de l'adoption de nouveaux processus de production ou de l'intégration de changements technologiques et de la mobilisation de ressources humaines adéquates.

Prenons l'exemple du manioc. Le manioc est l'une des chaînes de valeur les plus courantes en Afrique de l'Ouest. Dans la région, les processus de transformation - généralement artisanale - et les questions relatives au stockage et à la conservation affectent la compétitivité du secteur. Les OSE peuvent réellement optimiser la productivité et la création de valeur de nombreuses façons. Ils pourraient, par exemple, aider les petites entreprises à identifier des équipements plus adaptés et les mettre en relation avec des fournisseurs potentiels. Ils pourraient également les initier aux bonnes pratiques en matière de stockage, d'emballage et de transport du manioc transformé.

Dans leur recherche de nouveaux marchés, les OSE peuvent faciliter la mise en place d'usines dans les pays partenaires à l'intérieur ou à l'extérieur de la région et les aider à s'approvisionner localement afin de réduire le coût des importations et de renforcer l'intégration régionale le long des chaînes de valeur. Ils peuvent également apporter leur soutien en diffusant des informations sur les marchés ou en créant des partenariats qui sont pertinents pour les entreprises des pays partenaires.

Compte tenu de ce qui précède, les services qu'un organisme de soutien aux entreprises peut fournir aux petites entreprises présentent une valeur évidente. Pour déployer un tel potentiel, les OSE d'Afrique de l'Ouest devront renforcer leurs capacités. Avec le soutien de ses partenaires techniques, le WACOMP a déjà mis au point un ensemble d'actions concrètes pour développer ce type d'expertise.

Pourquoi l'accréditation?

Dans le monde d'aujourd'hui, les consommateurs sont de plus en plus avertis et veulent en savoir plus sur les produits et services qu'ils achètent à un bon rapport qualité-prix.

Ce phénomène n'est guère surprenant compte tenu de la rareté des ressources. Par conséquent, ils cherchent à s'assurer que ces ressources sont utilisées de manière optimale pour une satisfaction maximale. Ce faisant, les individus développent un intérêt croissant pour les questions de qualité dans les opérations commerciales.

En cette ère de concurrence, les consommateurs font des efforts supplémentaires pour trouver des produits et des services qui répondent à un ensemble de critères qui sont au cœur de leurs préoccupations. Ces préoccupations portent généralement sur la qualité et l'acceptabilité des services de laboratoire, la certification des produits et des services, les tests proposés aux particuliers et aux organisations et les activités d'inspection.

La réponse à ces préoccupations est l'accréditation, un processus qui apporte la preuve qu'une organisation commerciale donnée a à cœur les intérêts du consommateur et est prête à les satisfaire dans toute la mesure du possible. Les organisations commerciales créées pour fournir des biens et des services s'efforcent de veiller à ce que les besoins des consommateurs soient satisfaits afin de garantir la sécurité, la santé et la protection de l'environnement.

En ce qui concerne la qualité des produits et des services, l'accréditation joue un rôle clé. En effet, de nombreuses institutions sont déterminées à définir et à mesurer la qualité en termes clairs. C'est pourquoi de nombreux organismes d'accréditation incluent l'amélioration de la qualité dans leurs mandats.

Lorsqu'une institution ou une organisation est dite accréditée, cela signifie qu'elle a été évaluée sur la base de normes internationalement reconnues pour démontrer sa compétence, son impartialité et sa capacité de performance. Cela permet généralement d'identifier un évaluateur compétent et confirmé, de sorte que le choix d'un laboratoire, d'un organisme d'inspection ou de certification peut être fait en toute connaissance de cause. Ainsi, l'accréditation permet de démontrer qu'un produit ou un service mis à la disposition du consommateur est adapté à son usage. Une fois qu'il est adapté à son usage, nous pouvons être assurés que la qualité est également garantie. L'accréditation peut être obtenue par des laboratoires, des organismes de vérification, des sociétés d'inspection, des organisations qui offrent des services d'essai et aussi des institutions de certification.

L'importance de l'accréditation réside dans le fait qu'une organisation accréditée voit ses résultats de tests et ses certificats acceptés dans n'importe quelle partie du monde. En d'autres termes, les accréditations constituent une reconnaissance internationale de la compétence technique des laboratoires accrédités. L'accréditation facilite l'entrée des entreprises sur les marchés locaux et internationaux, ce qui leur permet de générer davantage de revenus.

Les entreprises sont donc encouragées à demander une accréditation à tout moment. Cela les aidera à se développer continuellement, à augmenter leurs niveaux de profit et à garantir la fourniture de produits et de services de qualité, sûrs, sains et respectueux de l'environnement.

Accréditation et Croissance des affaires

Le monde est devenu un village global, ce qui facilite l'exportation de produits vers d'autres parties du monde comme s'ils étaient fabriqués au même endroit ou dans la même région du monde. La concurrence féroce et croissante entre les différents opérateurs commerciaux les amène à améliorer la qualité des produits et des services qu'ils offrent. Seuls les opérateurs et les entités commerciales capables de satisfaire au mieux les exigences des consommateurs pourront se distinguer et prendre les plus grandes parts de marché.

Toute entreprise qui souhaite se développer au niveau local et international devra se positionner correctement et être en mesure de relever les défis à venir. Et pour ce faire, elles devront veiller à ce que la confiance des consommateurs dans leurs produits et services continue de croître. C'est là que l'accréditation entre en jeu.

L'accréditation contribue à la croissance des entreprises. Tout d'abord, elle contribue à renforcer la confiance entre les fournisseurs et les consommateurs. Les organismes d'évaluation de la conformité accrédités sont chargés d'évaluer la qualité des processus de production sur la base d'une série de critères de qualité bien définis.

Deuxièmement, l'accréditation sensibilise les fournisseurs à la nécessité de réduire certains coûts liés à la production. En réduisant ces coûts, les entreprises accréditées sont en mesure d'augmenter leurs marges bénéficiaires et d'avoir un effet positif sur la croissance et l'expansion de leurs activités.

Enfin, l'accréditation est un moyen de démontrer la compétence technique et l'expertise de l'organisme d'évaluation de la conformité accrédité concerné. La certification accréditée offre aux entreprises un avantage commercial qui les propulsera à des niveaux supérieurs.

Le rôle de l'accréditation dans l'accès aux marchés : Le cas du GhaNAS



En Afrique de l'Ouest, trois organismes d'accréditation soutiennent la reconnaissance internationale des organismes d'évaluation de la conformité dans la région, renforcent la capacité technique des évaluateurs d'accréditation et contribuent à la promotion des exportations par l'assurance qualité. Il s'agit du Ghana National Accreditation Service (GhaNAS), du Nigerian National Accreditation System (NiNAS) et du Système Ouest Africain d'Accréditation (SOAC), basé en Côte d'Ivoire pour les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), qui constituent le système régional d'accréditation (ECORAS) de la CEDEAO

De nombreuses entreprises ont leurs propres normes pour les aider à produire des biens et des services de qualité. Toutefois, si elles veulent percer sur le marché international, elles devront recourir aux services d'organismes d'évaluation de la conformité accrédités.

L'accréditation contribue à réduire les coûts et à augmenter les marges bénéficiaires, ce qui permet aux entreprises accréditées possédant des certifications accréditées de concurrencer favorablement les autres entreprises dans le monde. En outre, elle apporte la preuve d'une compétence technique et d'une expertise dans le domaine des organisations de soutien aux entreprises.

Les institutions qui demandent une accréditation peuvent prouver à leurs clients qu'elles ont réussi à satisfaire aux exigences des normes internationales d'accréditation. Lorsqu'un membre de la CEDEAO guide et accrédite un organisme d'évaluation de la conformité, il aide les organismes d'évaluation de la conformité accrédités concernés à démontrer à leurs clients qu'ils sont capables de satisfaire aux exigences des normes internationales.

L'accréditation est définie par la norme ISO/IEC 17011 comme une attestation par une tierce partie d'un organisme d'évaluation de la conformité qui démontre sa compétence à effectuer des tâches spécifiques d'évaluation de la conformité. En d'autres termes, il s'agit d'une reconnaissance de la compétence d'un organisme d'essai, d'inspection, d'étalonnage ou de certification pour mener à bien des activités spécifiques.

Le GhaNAS a été créée pour fournir des services d'accréditation aux organismes d'évaluation de la conformité au Ghana et ailleurs. Le GhaNAS est reconnue par l'African Accreditation Cooperation (AFRAC) (Coopération africaine d'accréditation), l'International Laboratory Accreditation Cooperation (ILAC) et l'International Accreditation Forum (IAF) comme un organisme d'accréditation pour l'évaluation de la conformité au Ghana.

Ainsi, si les organisations de soutien aux entreprises du Ghana veulent se hisser au sommet, elles doivent fraterniser avec des organismes d'accréditation tels que le GhaNAS et prouver au monde qu'elles ont atteint la maturité. L'accréditation renforcera leur crédibilité en tant qu'entités de soutien aux entreprises fiables, permettant à leurs clients d'accéder aux marchés régionaux et internationaux.



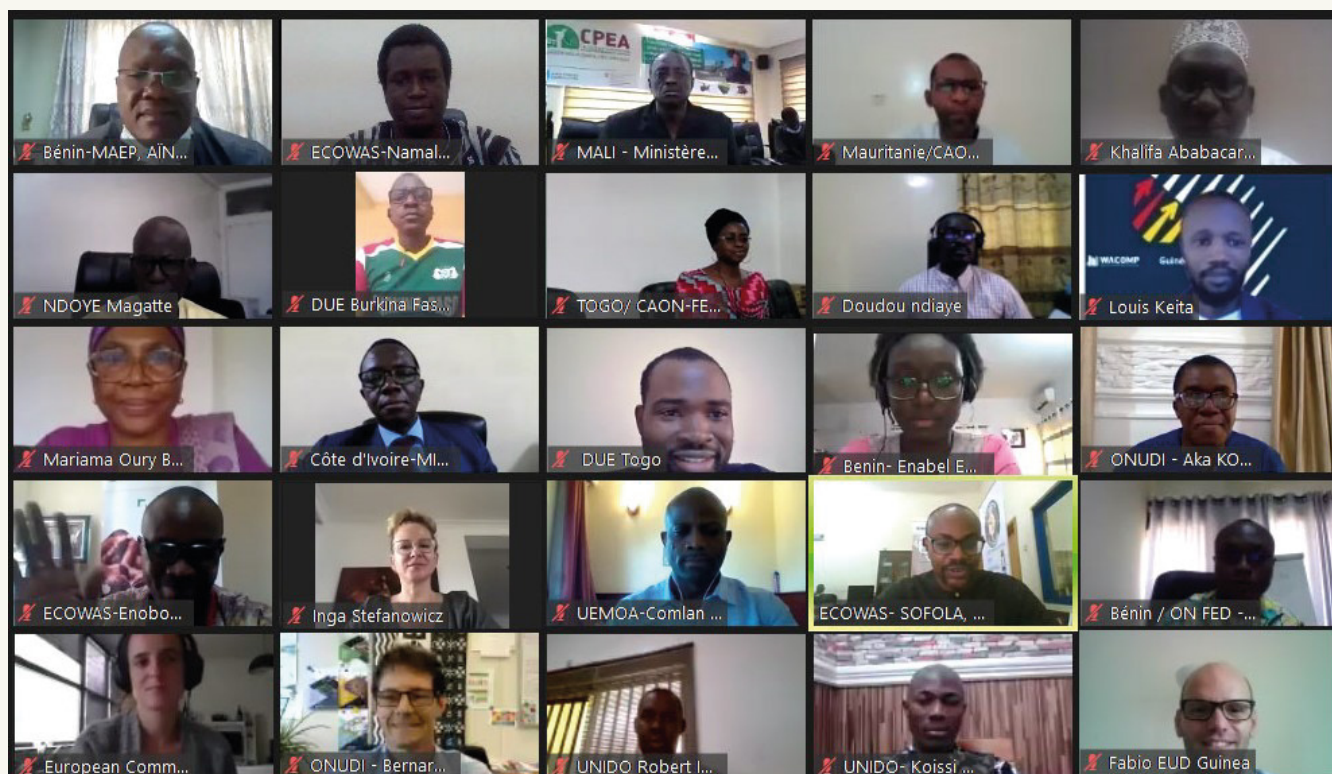
GESTION ET COORDINATION DU PROGRAMME

Renforcer la coordination entre les composantes nationales et régionales du WACOMP

La pandémie du COVID-19 a affecté de biens de façons, la mise en œuvre du WACOMP. S'adaptant aux circonstances, l'équipe de coordination du projet a lancé une série de réunions virtuelles pour examiner les progrès et optimiser la coordination de la mise en œuvre du programme.

La Commission de la CEDEAO a organisé une série de réunions de coordination avec les parties prenantes afin d'assurer une appropriation optimale de leurs activités. En outre, la coordination a également porté sur le renforcement des capacités des organisations de soutien aux entreprises, la formation des formateurs, la mise en place d'un portefeuille d'investissement régional et le soutien à la qualité des chaînes de valeur régionales couvertes par le programme.

Une réunion avec tous les acteurs responsables de la mise en œuvre des composantes du programme a eu lieu en juillet dernier pour faire le point sur toutes les activités, les défis rencontrés, les questions de communication et de visibilité pour une meilleure coopération et coordination tant au niveau national que régional.



2ème réunion du Comité de Pilotage Technique de la composante régionale du WACOMP



La crise sanitaire actuelle a entraîné un ralentissement du commerce international. Elle a notamment affecté l'accès des entreprises d'Afrique de l'Ouest aux marchés internationaux et leur participation aux chaînes de valeur mondiales. Des restrictions importantes ont également été imposées à la circulation des personnes et aux interactions physiques. Toutes ces mesures ont eu un impact négatif sur le développement des chaînes de valeur aux niveaux national et régional et sur la mise en œuvre du WACOMP.

En juillet dernier, la Commission de la CEDEAO a jugé important de réunir les acteurs du programme impliqués dans sa mise en œuvre - la Commission de l'UEMOA, le Centre du Commerce International et l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel - autour d'un comité de pilotage technique afin d'identifier les difficultés rencontrées par le programme et les mesures correctives.

La réunion a permis de discuter de l'état de mise en œuvre du WACOMP, des stratégies d'adaptation au contexte actuel et de décider des mesures qui permettront d'atteindre les objectifs initialement fixés.



The current health crisis has led to a slowdown in international trade.

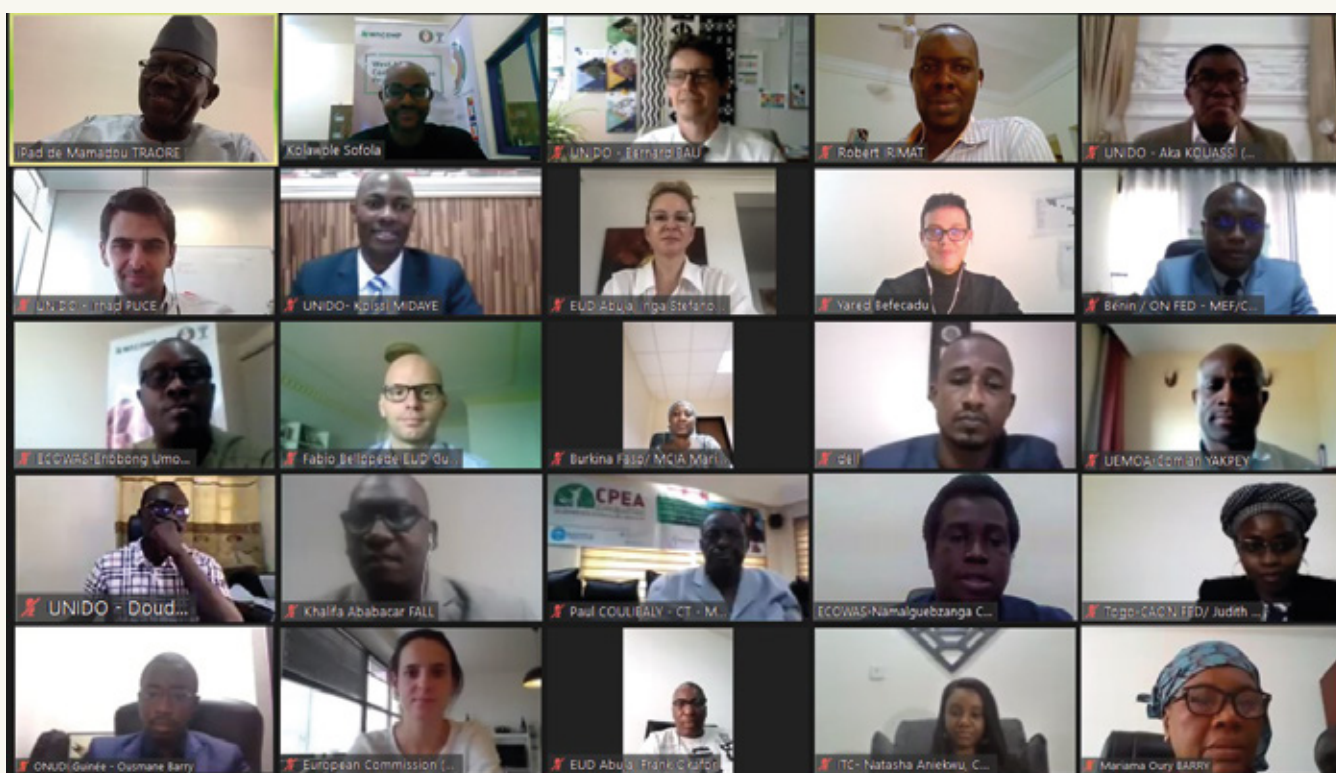
Session extraordinaire du Comité de pilotage stratégique du WACOMP

Après la réunion régionale avec ses composantes nationales et ses agences d'exécution, le WACOMP a tenu une réunion extraordinaire du Comité de pilotage stratégique le 28 juillet 2020 pour discuter de l'impact de la pandémie sur l'exécution du projet global. En plus des membres de la réunion du comité de pilotage technique, les points focaux nationaux ont été invités à y prendre part.

Cette session extraordinaire a permis de discuter de la mise en œuvre de toutes les composantes du programme, de la mise en place de l'Observatoire de la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest et de la visibilité et de la communication. Les composantes nationales de la Sierra Leone et du Togo ont saisi l'occasion pour présenter les objectifs, leur état de mise en œuvre et les activités à venir. En ce qui concerne les produits sélectionnés, WACOMP Sierra Leone s'est centré sur l'huile de palme, le manioc et le cacao et WACOMP Togo sur l'ananas. Les participants ont salué les réalisations et les mesures prises par ces deux composantes nationales pour atténuer l'impact du COVID-19 sur les projets, qui sont mis en œuvre avec le soutien de l'ONUDI et du CCI en Sierra Leone et de la "Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit" (GIZ) au Togo.

Les participants ont salué les réalisations et les mesures prises par les deux composantes nationales pour atténuer l'impact de la pandémie sur l'exécution du programme.

Le comité de pilotage a formulé des recommandations visant à améliorer la coordination, la collaboration, la visibilité et l'établissement de rapports afin d'assurer une mise en œuvre plus harmonieuse.



Impliquer le secteur privé dans la mise en œuvre durable de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)



En raison de l'impact négatif de la pandémie COVID-19 sur le processus de la Zone de libre-échange du continent africain (ZLECAf) et de la prévalence du rôle du secteur privé dans sa mise en œuvre, la Commission de la CEDEAO a lancé des activités de sensibilisation du secteur privé dans le cadre du WACOMP, notamment un séminaire de sensibilisation pour les organisations régionales de soutien au secteur privé.

Lors de la réunion, qui s'est tenue le 2 septembre 2020, ces organisations ont réaffirmé leur volonté de soutenir le processus de mise en œuvre de la ZLECAf, conscientes des avantages qu'il offre aux entreprises de la région. En outre, elles ont demandé à la Commission de la CEDEAO de renforcer son rôle dans la coordination de la position des États membres au sein de la ZLECAf afin de préserver l'acquis de la CEDEAO, de s'attaquer aux barrières commerciales qui entravent la participation du secteur privé aux négociations et à la mise en œuvre de la ZLECAf, de prendre des mesures pour mettre en place le Conseil des entreprises de la CEDEAO et enfin d'établir un cadre de consultation entre le Conseil des entreprises et la Commission de la CEDEAO pour garantir que les besoins et les attentes du secteur privé sont pris en considération.

Soutenir et renforcer la réaction du secteur privé face à la pandémie du COVID-19 en Afrique de l'Ouest

En juillet dernier, le programme WACOMP a organisé une réunion de consultation public-privé pour discuter de l'impact de la pandémie COVID-19 sur le secteur privé. La réunion avait pour but d'élaborer une stratégie régionale et un plan d'action pour aider les entreprises à se remettre sur pied.

En présence de représentants des ministères du commerce, des finances et de l'économie de la CEDEAO et des associations régionales de soutien aux entreprises, les discussions ont porté sur les actions à envisager par le secteur privé pour à la fois atténuer l'impact négatif de la pandémie et assurer une reprise économique durable après la crise sanitaire. Les États membres ont partagé leurs expériences sur leurs différentes réponses face à la pandémie dans leurs pays, en notant que les principaux bénéficiaires sont les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et les ménages.

Tous ont fait état d'initiatives spécifiques de politique monétaire et fiscale et d'efforts pour distribuer et promouvoir l'utilisation d'équipements de protection individuelle dans les lieux publics et privés, y compris sur le lieu de travail. Malgré ces mesures, le secteur privé a fait état des graves conséquences de la pandémie sur ses entreprises et des mesures d'adaptation prises en collaboration avec le secteur privé.

De leurs discussions, les participants ont tiré des recommandations pertinentes, telles que :

- mettre en place des actions visant à accroître le soutien sectoriel dans les chaînes de valeur régionales,
- soutenir les États membres dans la mise en œuvre du cadre institutionnel et de gouvernance des PME,
- mettre sur pied une infrastructure régionale de qualité et l'harmonisation des normes de qualité,
- promouvoir des chaînes de valeur régionales et de leur potentiel d'exportation compétitif pour un commerce régional renforcé,
- encourager et soutenir la création de réseaux régionaux entre secteurs/sous-secteurs.



Le WACOMP établit des liens avec les acteurs clés du secteur textile pour stimuler la compétitivité du secteur



L'industrie du textile et de l'habillement a connu une croissance rapide au cours des dernières décennies. Le secteur a le potentiel de contribuer de manière significative à la transformation structurelle de nos économies et de créer de la valeur tout au long de la chaîne - de la production de coton à l'impression des tissus. Composée d'une majorité de micro, petites et moyennes entreprises, cette industrie a la capacité de générer des millions d'emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes.

Dans le cadre des efforts du WACOMP pour renforcer la compétitivité de l'industrie du textile et de l'habillement, la Commission de la CEDEAO a organisé une réunion de coordination virtuelle pour mettre en relation les acteurs du secteur et du programme afin de coordonner des actions ciblées pour renforcer la chaîne de valeur, créer un lien entre les partenaires de mise en œuvre et les principaux opérateurs du secteur au niveau national, et partager les résultats des études réalisées avec les acteurs du programme pour discuter des interventions futures.

La réunion a permis de faire le point sur les activités des partenaires techniques en appui au secteur du textile et de l'habillement, puis de discuter de l'approche de travail à envisager afin de poursuivre les efforts visant à renforcer la compétitivité du secteur.

Les recommandations qui ont été formulées sont les suivantes :

- développement des modules de formation adaptés aux besoins des MPME sélectionnées ;
- élaboration d'un profil d'investissement régional pour le textile et l'habillement ;
- utilisation de la marque de certification de la CEDEAO sur les produits et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour améliorer la productivité des MPME ;
- réalisation d'une étude de faisabilité sur la création de centres de soutien pour la mise en commun des activités clés de production/transformation ;
- renforcement des centres de formation afin d'assurer une meilleure diffusion des connaissances et des bonnes pratiques dans la chaîne de valeur visée.



CHAÎNES DE VALEURS ET ORGANISATIONS INTERMÉDIAIRES RÉGIONALES

Le WACOMP renforce la capacité du leadership de la Fédération des femmes d'affaires d'Afrique de l'Ouest (FEBWE)



Avec le soutien du Centre du commerce international, WACOMP a organisé une formation au leadership à l'intention de la Fédération des femmes d'affaires d'Afrique de l'Ouest (FEBWE) et ses membres. Le séminaire a permis d'identifier des actions clés pour mettre en œuvre des pratiques de bonne gouvernance afin de renforcer la crédibilité de l'organisation. Les participants ont travaillé à la consolidation d'un programme de soutien pour améliorer le développement structurel de l'organisation.

La formation s'est également centrée sur le renforcement des capacités techniques du personnel de la FEBWE afin de le sensibiliser à l'importance de coordonner les approches stratégiques, de donner la priorité à la valeur de sa prestation de services et de développer un modèle commercial solide et durable.

Le CCI et les OPC d'Afrique de l'Ouest progressent dans la mise en place d'un réseau régional des OPC

En préparation de la création du réseau des OPC de la CEDEAO, le CCI a mené une série de consultations avec des représentants de la région pour consolider un document définissant la composition, la structure, le mandat, le modèle d'entreprise et un programme préliminaire d'activités du réseau.

Le projet de mandat, qui décrit le protocole d'accord du réseau, est actuellement examiné par les représentants des OPC. La finalisation du document aura bientôt lieu lors d'une réunion du groupe de travail.



Le WACOMP devra faciliter l'accès à l'information commerciale pour les opérateurs de la région

International Trade Centre

TRADE IMPACT FOR GOOD

ECOWAS TRADE INFORMATION SYSTEM (ECOTIS)
Trade Map

<https://ecotis.projects.ecowas.int/>

WACOMP
West Africa Competitiveness Programme

CEDEAO
ECOWAS

UEMOA

Funded by the European Union

UNIDO

International Trade Centre

Afin d'optimiser l'accès aux renseignements au niveau régional, le CCI a intégré son outil TradeMap au site web de la Commission de la CEDEAO. Grâce à ECOTIS, le nouveau portail de statistiques commerciales et d'informations sur les prix du marché (<https://ecotis.ecowas.int/trade-statistics/ecowas-trade-map/>), les opérateurs des secteurs public et privé auront accès à des données sur les flux d'exportation et d'importation qu'ils pourront analyser à l'aide d'outils conviviaux.

Le CCI cherche actuellement à identifier un fournisseur technique pour développer une solution clé en main qui fournira une mine de renseignements sur les marchés tels que les réglementations commerciales, les préférences des consommateurs et les accords logistiques.

Une fois finalisé, ce système offrira une solution automatisée aux membres du secteur privé, tout en partageant des renseignements personnalisés avec les entreprises qui y souscrivent. Un atelier en ligne sur le portail ECOTIS sera organisé pour les pays membres de la CEDEAO afin de leur fournir un aperçu détaillé des données commerciales disponibles.



SYSTÈME RÉGIONAL D'INFRASTRUCTURES DE QUALITÉ ET ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Le WACOMP a lancé sa toute première formation de formateurs en ligne en Afrique de l'Ouest



Dans le cadre du WACOMP, la Commission de la CEDEAO, l'ONUDI et le Centre international de formation de l'Organisation internationale du travail (CIF-OIT) ont lancé une formation conjointe de formateurs afin de constituer un pool de formateurs qualifiés pour aider à soutenir la création et la croissance des entreprises en Afrique de l'Ouest.

Cette nouvelle initiative consiste en une formation de formateurs pour l'exécution du kit de formation de l'OIT Start and Improve Your Business (SIYB) "Démarrez et améliorez votre entreprise". Les institutions de formation des 16 pays de la région suivront un cycle complet de développement des formateurs. Compte tenu des restrictions actuelles liées à la pandémie de Covid-19, la formation des formateurs du SIYB est dispensée dans un format virtuel, qui est le premier du genre en Afrique de l'Ouest.

Le programme de formation en ligne renforcera la capacité des établissements de formation à dispenser des formations à l'entrepreneuriat dans la région en utilisant des technologies modernes, innovantes et accessibles.

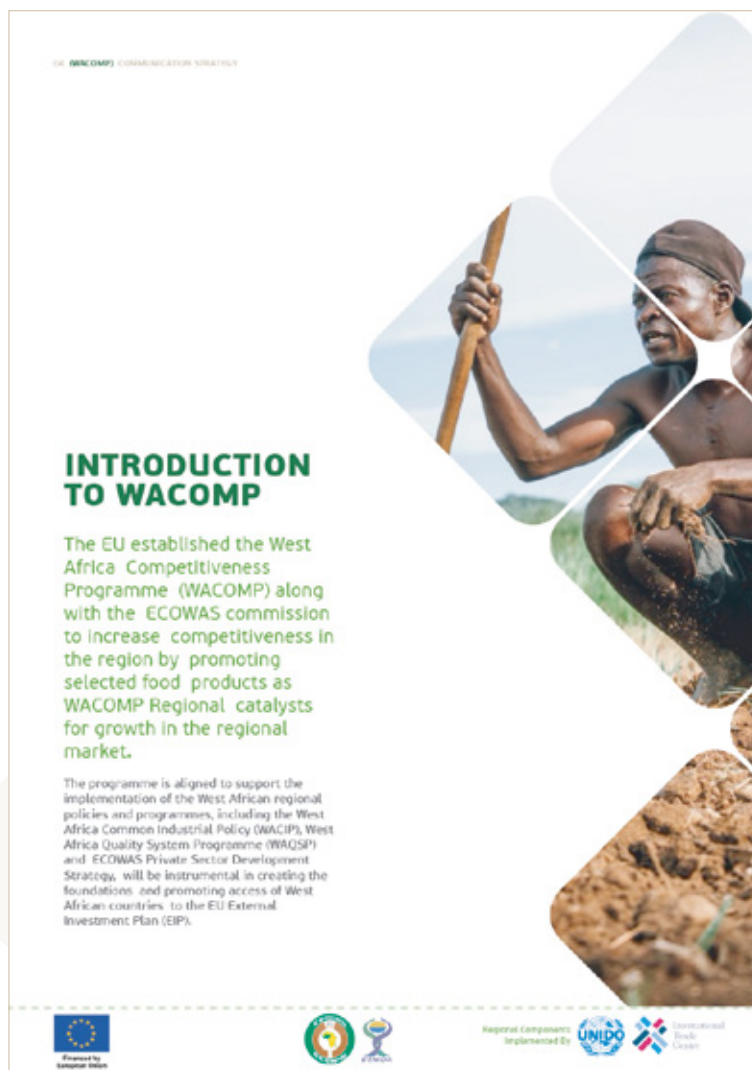
"Cette initiative utilise au mieux l'éducation en ligne pour doter les établissements de formation de solides compétences en matière de formation qui contribueront au développement des entrepreneurs et des jeunes pousses en Afrique de l'Ouest", a déclaré Bernardo Calzadilla-Sarmiento, directeur général chargé de la numérisation, de la technologie et de l'agroalimentaire à l'ONUDI.

"Pour soutenir la survie, la reprise et le redémarrage des entreprises, l'équipe Global SIYB de l'OIT et le CCI de l'OIT ont développé une suite d'outils SIYB en ligne ("e-SIYB") pour soutenir le réseau mondial de formateurs et faciliter la mise en œuvre du programme SIYB. Les outils e-SIYB ont été lancés lors d'une formation de formateurs d'Afrique de l'Ouest pour leur permettre de renforcer les capacités des entrepreneurs de la région.", a ajouté José Manuel Medina du CCI-OIT.



COMMUNICATION & VISIBILITÉ

Encourager les liens avec les parties prenantes grâce à une stratégie de communication efficace du WACOMP



De juillet à septembre 2020, le WACOMP a élaboré un projet de stratégie de communication visant à informer toutes les parties prenantes du programme, à les faire participer à des événements aux niveaux national et régional afin de renforcer leur implication dans le programme en leur donnant accès à des plateformes et des outils de communication.

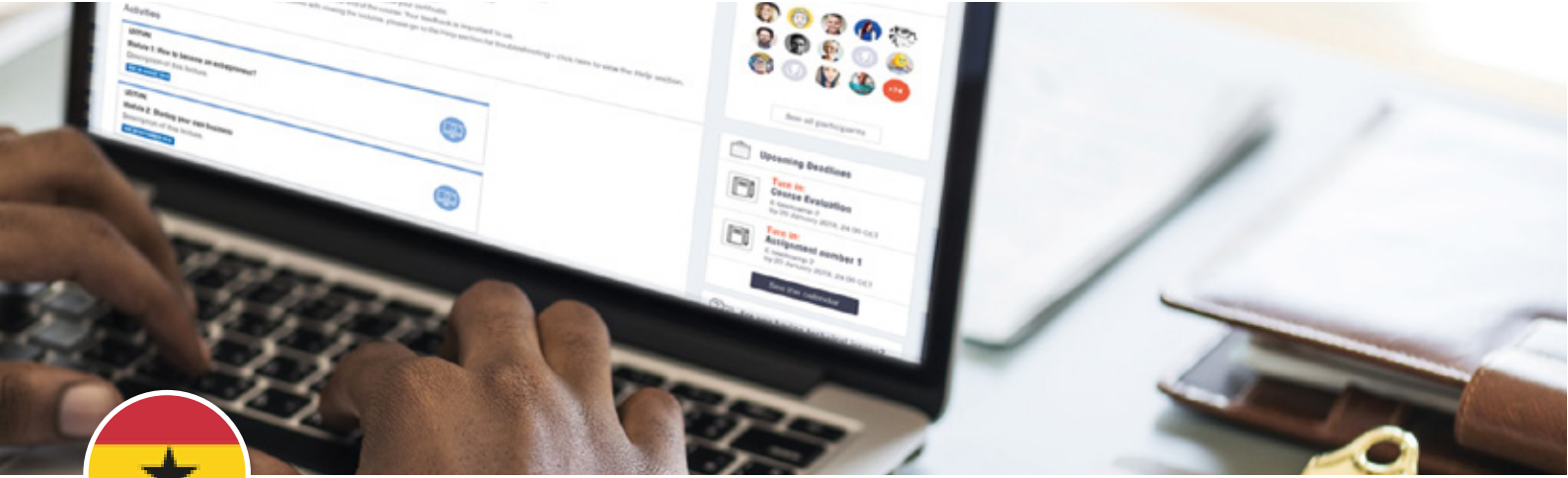
Le projet de stratégie de communication est le résultat d'une analyse approfondie qui identifie les forces et les défis à surmonter afin d'améliorer les flux de communication entre les partenaires et les parties prenantes. Une cartographie et une analyse des approches de communication adoptées par des projets comparables en cours ont également été réalisées afin d'enregistrer certains des enseignements tirés.

Sur la base des résultats de la recherche et du diagnostic, des solutions et des outils ont été identifiés dans le cadre de la prescription. L'étape suivante a permis d'obtenir des informations sur la manière dont les outils et l'approche seront déployés et SMART (c'est-à-dire Spécifique, Mesurable, Réalisable, Pertinent et Délimité dans le temps) pour la mise en œuvre et le suivi de la stratégie de communication.

La mise en œuvre se fera en trois phases. La première phase vise à sensibiliser le public par l'élaboration de contenus et de modèles créatifs. Une deuxième phase consistant en une campagne de communication du WACOMP pour une plus grande implication des partenaires et des parties prenantes tout au long des chaînes de valeur ciblées. Et une troisième phase qui consiste à fournir des renseignements pertinents et à faire participer les publics ciblés à la mise en œuvre du WACOMP.



COMPOSANTES NATIONALES



GHANA

Le WACOMP Guinée forme les producteurs d'ananas à atténuer les impacts négatifs de la COVID-19

En août dernier, un cours de formation en ligne de six semaines sur l'e-marketing a été lancé pour aider les PME ghanéennes à accroître leur résilience pendant la pandémie du COVID-19. Le cours, mis en œuvre en partenariat avec l'Association of Ghana Industries, visait à renforcer les compétences numériques des PME et leur capacité à promouvoir leurs produits et à pénétrer de nouveaux marchés grâce à une utilisation plus professionnelle des médias sociaux.

La formation a conduit les 30 PME participantes, à travers différents modèles commerciaux de marketing en ligne et leur a fait découvrir les meilleures pratiques internationales en matière de promotion et de vente en ligne.

Au total, 30 PME ont terminé le cours avec succès et ont obtenu leur diplôme entre novembre et décembre.

Les PME participantes ont également bénéficié de sessions de coaching en groupe pour les aider à optimiser leur présence et leurs plateformes dans les médias sociaux.

Suite à la formation, certains résultats sont déjà visibles :

- Jusqu'à 67 % d'augmentation du nombre d'adeptes,
- Augmentation de la fréquence de publication jusqu'à 10 postes/mois,
- Nouveaux comptes Instagram, Facebook et WhatsApp pour la création d'entreprises,
- Création de nouvelles entreprises sur Facebook,
- Contenu et messages de marque de classe mondiale, et demande accrue de vente de médias sociaux.

Parallèlement, WACOMP Ghana a organisé à Accra une formation sur la stratégie de marque et le marketing pour les PME produisant des cosmétiques à base de karité. Cette formation, qui a rassemblé 45 entrepreneurs du secteur des cosmétiques, visait à accroître la compétitivité des entreprises cosmétiques sur les marchés mondiaux. Un événement interentreprises a été organisé parallèlement à l'atelier pour favoriser les interactions avec les attachés commerciaux des marchés d'exportation.

L'industrie ghanéenne des cosmétiques affiche actuellement de bonnes tendances : le marché est en croissance et la demande est élevée. "Nous devons faire davantage d'efforts pour améliorer la qualité des produits. Sur une échelle de 1 à 100, seuls 20 % des produits fabriqués au Ghana répondent à des normes de qualité élevées. Nous devons investir plus d'efforts dans la qualité pour augmenter les marges", a déclaré le conseiller technique en chef de WACOMP Ghana.

Il a également souligné qu'"un autre problème majeur auquel nous sommes confrontés est la capacité des producteurs à respecter les normes. La Ghana Standards Authority (GSA) a élaboré un ensemble complet de normes pour différents types de cosmétiques. Elles sont à la disposition des producteurs pour garantir la sécurité des consommateurs et le respect des bonnes pratiques de fabrication. En outre, s'ils veulent vendre leurs produits, les entreprises doivent également être enregistrées auprès de la Food and Drugs Authority (FDA). Toutefois, certaines PME ne passent pas par ces processus essentiels et veulent quand même vendre. Cela affecte grandement la confiance des gens dans les produits fabriqués localement et a incité les PME à profiter du soutien de WACOMP Ghana dans ce domaine".





GUINÉE

Le WACOMP Guinée forme les producteurs d'ananas à atténuer les impacts négatifs de la COVID-19

Afin d'atténuer l'impact négatif de la COVID-19 sur les interventions de WACOMP Guinée dans la filière ananas, le projet d'appui à la relance de la filière ananas à Kindia et Maferinyah a organisé un atelier de formation en ligne pour les formateurs sur le retard de floraison et les bonnes pratiques agricoles pour les producteurs d'ananas.

La formation visait à équiper les producteurs pour les aider à réduire considérablement les pertes de récolte d'ananas et à améliorer leur qualité.

Cette première formation de formateurs a réuni des participants de la filière ananas, des experts de l'ONUDI, des représentants de la Fédération des planteurs de la filière fruitière de Basse Guinée (FEPAF-BG), de l'Union des producteurs d'ananas de Maferinyah (UGPAM) et de l'Agence belge de développement (ENABEL)

La formation a fourni aux participants des informations sur les techniques de production qui facilitent une meilleure gestion de la production en temps de crise sanitaire. Cette formation est destinée à être reproduite dans les différentes localités du projet avec les producteurs.

Formation des acteurs de la filière ananas sur l'approche Cluster de l'ONUDI

Le projet REFILA (Relance de la filière de l'ananas) a organisé un cours de formation en ligne pour les acteurs du secteur de l'ananas sur l'approche Cluster de l'ONUDI. L'objectif était de renforcer leurs connaissances afin de faciliter le processus de mise en place des premiers clusters pilotes dans les deux zones du projet, Kindia et Maferinyah.

Plus précisément, la formation a contribué à améliorer les connaissances des acteurs économiques sur :

- l'approche cluster de l'ONUDI ;
- le fonctionnement du cluster;
- les avantages de l'approche cluster sur le développement des activités de l'acteur et sur l'ensemble de la filière de l'ananas ;
- les étapes du processus de mise en place des cluster pilotes.





SIERRA LEONE

Le WACOMP Sierra Leone a présenté aux MPME les normes ISO de gestion de la qualité

Le WACOMP Sierra Leone a organisé des webinaires de formation pour les MPME sur les normes de gestion de la qualité et leurs avantages pour améliorer les opérations commerciales et renforcer la confiance des clients. Le premier webinaire s'est centré sur la norme internationale ISO 9001, qui spécifie les exigences d'un système de gestion de la qualité (SGQ). Les organisations utilisent cette norme pour démontrer leur capacité à fournir de manière cohérente des produits et des services qui répondent aux exigences des clients et aux exigences réglementaires.

Le deuxième webinaire s'est centré sur l'ISO 22000 en tant que système de gestion qui audite et certifie la sécurité alimentaire tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Il traite de l'identification, de l'analyse et du contrôle des risques physiques, chimiques, biologiques et radiologiques afin de garantir que les produits alimentaires sont propres à la consommation humaine.

En marge de ces séminaires, l'ONUDI a procédé à l'évaluation technique des PME sierra-léonaises pour la mise en œuvre des deux normes de gestion de la qualité - ISO 9001 et ISO 22000.

Plus de 50 PME ont posé leur candidature et ont été évaluées sur la base de leurs produits et activités. Tout au long de l'évaluation, elles ont fait preuve d'une grande motivation pour saisir l'opportunité de mettre en œuvre les deux normes dans leurs différentes activités. L'évaluation a en outre servi de base pour préparer une assistance technique adaptée à chaque PME.

Lancement de la composante du WACOMP en GAMBIE

En août 2020, l'Union européenne et l'ONUDI ont signé un accord de contribution pour lancer officiellement le chapitre gambien de la WACOMP. Un événement virtuel de lancement avec les parties prenantes du projet est prévu à la mi-décembre 2020.

Le projet vise à améliorer la sécurité et le respect de la qualité tout au long de la chaîne de l'oignon afin de faciliter l'accès au marché et de soutenir les organisations d'appui au commerce, en particulier les institutions d'infrastructure de qualité comme le Bureau des normes de Gambie (TGSB), l'Autorité de sécurité et de qualité des aliments, les services de protection des végétaux. Le ministère de l'agriculture, les organismes d'évaluation de la conformité et les organisations de soutien aux entreprises du secteur horticole.

Vous trouverez ci-dessous les principales interventions liées à l'AQ prévues dans le cadre de ce projet :

- Équiper le laboratoire d'essai qui sera exploité par le TGSB et fournir une assistance technique pour préparer l'accréditation des services d'essai;
- Faciliter l'accès aux équipements de mesure de base et dispenser des formations sur leur utilisation;
- Soutenir le TGSB dans la mise en place de services d'évaluation de la conformité dans le domaine des essais et de la certification ;
- Soutenir le FSQA et les services phytosanitaires dans le renforcement de leurs unités d'inspection conformément à la norme ISO 17020, la norme pour la réalisation d'inspections, et la documentation pertinente sur le système de gestion de la qualité pour préparer l'accréditation ; équiper de formations ; fournir des équipements d'échantillonnage.

Quant aux interventions au niveau de la chaîne de valeur :

- Pré-récolte : renforcement de la coopération entre les services de vulgarisation et les associations agricoles pour promouvoir l'adoption de normes agricoles (par exemple, les BPA)
- Récolte : mise en place et exploitation d'installations de stockage partagées
- Transformation : fournir une assistance technique sur mesure aux MPME pour renforcer le respect des normes de qualité ; fournir des équipements de transformation / des services partagés aux associations de producteurs.
- Marketing : fournir un soutien pour améliorer l'emballage ; promouvoir les plateformes de marketing ; faciliter les liens entre les acteurs de la chaîne de valeur et les acheteurs.





GUINÉE-BISSAU

Le WACOMP lance une section nationale en Guinée-Bissau

Suite à la signature de l'accord de contribution entre la délégation de l'UE en Guinée-Bissau et l'ONUDI, WACOMP lance officiellement un volet national visant à renforcer les exportations et la compétitivité du pays dans le secteur de la mangue, et à faciliter son intégration dans les systèmes commerciaux régionaux et internationaux.

Le projet sera axé dans un premier temps sur l'amélioration des performances du secteur de la mangue en renforçant sa contribution à l'industrie locale, au commerce régional et international et à la création d'emplois.

À cette fin, l'attention sera portée sur le développement des capacités productives et commerciales des opérateurs, leur mise à niveau et leur mise en réseau. Deuxièmement, le projet se concentrera sur l'amélioration et l'élargissement de l'offre de services des organisations intermédiaires de soutien au secteur horticole.

Le WACOMP Guinée-Bissau se focalisera également sur l'amélioration du climat des affaires, notamment en traduisant les politiques régionales favorables à la compétitivité en politiques nationales.

Dans un premier temps, une phase d'identification des besoins des opérateurs du secteur en termes de compétences, de services et d'infrastructures aura lieu afin de mieux cibler les efforts de renforcement à fournir aux différents niveaux de la chaîne de valeur.

Ces efforts favoriseront la transformation locale de la mangue et le développement de partenariats agro-industriels et un meilleur positionnement de la mangue de Guinée-Bissau sur les marchés.

Le projet soutiendra l'adaptation des normes internationales pour les exportations de mangues au niveau national ainsi que le développement et le renforcement des organismes d'évaluation de la conformité. De cette manière, les entreprises exportatrices de mangues auront accès aux certificats internationaux de conformité.

Enfin, des mesures seront prises pour assurer l'intégration des politiques, stratégies et instruments régionaux visant à promouvoir la compétitivité des entreprises au niveau national ainsi que la consolidation des réalisations du projet et leur continuité après la fin du projet.

Le lancement officiel du projet aura lieu le 16 décembre 2020 dans la capitale Bissau, suivi par le premier comité de pilotage du projet.

Au début de ce mois, des experts techniques se sont rendus sur des sites de production de mangues dans la région d'Oio où ils ont parlé aux producteurs locaux des défis auxquels le secteur est confronté.

Partenaires



Créée le 28 mai 1975 par le traité de Lagos, la CEDEAO est un groupe régional de 15 membres ayant pour mandat de promouvoir l'intégration économique dans tous les domaines d'activité des pays constitutifs. Considérée comme l'un des piliers de la Communauté Economique Africaine, la CEDEAO a été créée pour favoriser l'idéal d'autosuffisance collective de ses États membres. En tant que syndicat, il vise également à créer un seul grand bloc commercial grâce à la coopération économique. Les pays membres qui composent la CEDEAO sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, la Sierra Leone, le Sénégal et le Togo



L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) est une organisation ouest-africaine créée le 10 janvier 1994, dont la mission est de réaliser l'intégration économique des États membres, en renforçant la compétitivité des activités économiques dans la région ouest-africaine. Les pays membres composant l'UEMOA sont: le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo



European Union

Les États membres de l'Union européenne ont décidé de mettre en commun leur savoir-faire, leurs ressources et destins. Ensemble, ils ont construit une zone de stabilité, de démocratie et de développement durable tout en préservant la diversité culturelle, la tolérance et les libertés individuelles. L'Union européenne s'est engagée à partager ses réalisations et ses valeurs avec les pays et les peuples au-delà de ses frontières



L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) est l'institution spécialisée des Nations Unies qui promeut le développement industriel pour la réduction de la pauvreté, la mondialisation inclusive et la durabilité de l'environnement (ISID). Le mandat de l'ONUDI est de promouvoir et d'accélérer le développement industriel durable dans les pays en développement et les économies en transition.



Le Centre du Commerce International (CCI) est l'agence conjointe des Nations Unies et de l'Organisation mondiale du commerce. Le CCI aide les petites et moyennes entreprises des économies en développement et émergentes à être plus compétitives sur les marchés mondiaux.

ECOWAS Commission, 101 Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District, PMB 401, Abuja, NIGERIA

Commission de l'UEMOA 380, Avenue Professeur Joseph KI-ZERBO 01 BP 543 Ouagadougou Burkina Faso, commission@uemoa.int

Delegation of the European Union to Nigeria and ECOWAS

Europe House, European Union Crescent, Off Constitution Avenue, Central Business District. P. O. Box 280 Garki, Abuja, NIGERIA

Street address: ITC, 54-56, rue de Montbrillant, 1202 Geneva, Switzerland Postal address: ITC, Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Switzerland Internet: www.intracen.org/WACOMP

UNIDO Address: Vienna International Centre Wagramerstr. 5. P.O. Box 300 A-1400 Vienna Austria. Tel: +43 (1) 26026-0, Fax: +43 (1) 2692669

E: info-wacomp.int

I: www.wacomp.ecowas.int